

Migration

Le piège tunisien

L'Europe finance l'État tunisien à hauteur de 105 millions d'euros pour endiguer le flux migratoire à travers la Méditerranée. Résultat: des migrants subsahariens traqués, agressés, exploités et déportés au Sahara. Sans pour autant que cesse le business florissant des passeurs. Une enquête du Pôle Investigation d'IPM. - Texte: Gaëlle Henkens -



Plus de 2.500 hommes, femmes et enfants sont morts ou disparus en Méditerranée en 2023, selon l'ONU.

Il y a un an, le président tunisien Kaïs Saïed appelait la nation à lutter contre *“les hordes de migrants clandestins provenant d’Afrique subsaharienne [...] source de violences et de crimes”*. En soutenant la thèse d’un complot visant *“à changer la composition démographique de la Tunisie”* pour la transformer *“en un État africain qui n’appartiendrait plus au monde arabo-islamique”*. La théorie circulant chez nous sous le nom de “grand remplacement”. Mais dans la bouche d’un leader musulman... Les réalités, elles, sont autrement plus imbriquées. En Tunisie, les lieux d’embarquement au nord de la ville de Sfax sont le théâtre des histoires et des drames de la migration mondiale. Des hommes, des femmes et des enfants y convergent quotidiennement, dans un épouvantable voyage où leurs rêves d’Europe s’évanouissent, victimes des stratégies du gouvernement de Tunis qui cherche à satisfaire tant les bailleurs de fonds européens - nous payons 105 millions d’euros à la Tunisie pour qu’elle préserve nos frontières (lire encadré) - que son opinion publique, en luttant contre le fantôme politiquement construit de “l’invasion noire”. Tout en maintenant cette population migrante dans la région, permettant à la petite économie locale de subsister.

Sur le littoral tunisien, parsemé d’îles et d’archipels où persistent les vestiges d’un riche patrimoine historique, les journalistes et leurs appareils photo ne sont pas les bienvenus. Nous n’avons d’ailleurs pu réaliser ce reportage qu’en dissimulant notre qualité de reporter. Ni les ONG, absentes, ni la société civile, atone par peur de la répression, ne sont présentes pour témoigner du sort réservé à ceux qui marchent vers leur destin. Seules les plages de sable gris conservent les traces de leurs pas.

L’explosion

La violence atteint son paroxysme en juillet 2023, quelques mois après l’allocution du président Saïed. Les autorités annoncent qu’un Tunisien de 42 ans aurait été mortellement poignardé par des subsahariens dans la ville de Sfax. À cette annonce, la ville s’embrase. Une partie de la population locale veut faire justice elle-même, dénonçant l’absence d’action de l’État. Des bandes s’organisent et délogent les ressortissants d’Afrique noire, les jetant dans la rue. Les déportations par la police, la Garde nationale ou l’armée suivent. Des centaines de personnes se retrouvent dans le désert saharien à la frontière libyenne. En danger à Sfax, les subsahariens fuient la ville pour s’installer dans la zone rurale de Jebeniana et El-Amra plus au nord. Les campements se multiplient dans les oliveraies de cette zone, le

“Tout le monde est malade de la dysenterie. Nous n’avons d’autre choix que de boire l’eau des forages.”

long de la route principale. Tolérée jusque-là, la présence des subsahariens dans l’espace public devient hautement risquée. Sortir des campements les expose aux arrestations arbitraires et aux déportations. Coincé dans cet espace, on s’organise pour survivre. L’un d’eux nous confie: *“Nos conditions de vie s’apparentent plus à celles d’animaux que d’êtres humains”*. Adama (prénom d’emprunt), jeune Ivoirien, précise: *“Tout le monde est malade de la dysenterie ici, nous n’avons pas d’autre choix que de boire l’eau des forages. Certains ont de la fièvre, des plaies et des infections”*. La gale y est aussi généralisée. Pour se nourrir, ils prennent le risque de se rendre dans les boutiques du village où les denrées leur sont surfacturées. Assis dans sa tente bricolée avec des bouts de tissu et des bâches, Oumar (prénom d’emprunt), Camerounais de 39 ans arrivé en avril 2023, raconte qu’aujourd’hui la plupart des boutiquiers n’acceptent même plus de charger leurs téléphones. *“Nous n’avons plus droit au marché, ni aux endroits publics. Notre seul droit est de rester dans les oliveraies et dans ces oliveraies, nous passons notre temps à courir à la moindre alerte, matin, midi et soir.”* C’est que la police surgit régulièrement dans les campements, faisant fuir les occupants à coups de gaz lacrymogène et de tirs à blanc. *“Ils volent les téléphones et les chargeurs oubliés dans la précipitation, ils renversent les plats de nourriture, détruisent nos effets personnels et parfois les tentes”*, poursuit le Camerounais. D’après nos sources, les femmes et les enfants semblent toutefois épargnés lors de ces courses-poursuites.

Une crise fabriquée

Cette traque participe à l’épuisement mental que subissent les allochtones. Grand nombre d’entre eux connaissent le numéro de téléphone de l’Organisation internationale pour les migrations (OIM) qui organise le programme des retours dits “volontaires”. Ali (prénom d’emprunt), Nigérian de 17 ans, a appelé. Il est en Tunisie depuis 5 mois, il veut rentrer chez lui, revoir sa famille, à bout, comme tant d’autres rencontrés à l’ombre des oliviers. Selon un chercheur à l’Institut de recherche sur le Maghreb contemporain à Tunis, qui souhaite aussi garder l’anonymat pour sa sécurité, *“il n’y a aucune “crise” migratoire à Sfax. Il y a, comme en Europe, une crise de l’accueil et de la gestion des migrations, à la →*



D.R.



D.R.



D.R.



D.R.

Les preuves des sévices infligés aux subsahariens sont légion.

→ fois due à une augmentation des interceptions en mer, dont Sfax a été le principal lieu de débarquement, et à l'absence de mesures politiques et publiques pour régulariser la situation des personnes étrangères qui ont fait l'objet de ces interceptions. Sfax est en fait une ville "mise en crise" par l'absence de réflexion européenne sur l'ouverture de ses frontières et l'attribution plus généreuse de visas aux ressortissants de pays africains qui en font la demande et qui en ont le droit. J'ajoute que, durant longtemps, les ressortissants subsahariens dans cette ville ne cherchaient pas à rejoindre l'Italie, ils y travaillaient, au moins jusqu'à ce qu'on ne veuille plus d'eux".

500 euros la traversée

Dans ces conditions de vie déplorables, les relations entre les subsahariens et les autochtones sont ambivalentes. Il s'agit principalement de petits producteurs d'olives, relativement pauvres et marginalisés, qui offrent parfois des possibilités de rémunération

lors de la saison des récoltes, de novembre à février. Car les subsahariens, chassés de toutes parts, sont pourtant la principale ressource économique de la région de Jebeniana et El-Amra. Cette dernière est devenue une rampe de lancement pour les traversées vers Lampedusa, à seulement 130 km de la côte tunisienne. Les voyageurs sont principalement Tunisiens et subsahariens, mais les conditions de voyage sont très diverses. Les premiers utilisent des moyens de transport sûrs, tels que des bateaux de pêche et des canots pneumatiques. Le véhicule désormais emblématique des seconds est le "tobà", terme construit sur l'inversion de "bateau" par les subsahariens francophones et désignant un petit bateau en fer. Il s'agit d'un véhicule potentiellement plus dangereux, mais qui présente également des avantages car il ne peut pas être percé et convient pour briser de petites vagues.

Déportations

Les voyageurs, qui se nomment "passagers", "aventuriers" ou encore "soldats", sont organisés en "convois" d'une quarantaine de personnes. Chacun d'entre eux paie 500 euros pour un voyage standard, qui ne comporte aucune garantie. La figure du "cokeseur", ou "kamò", celui qui effectue le travail de recrutement et d'intermédiation entre les clients et le service proprement dit, joue un rôle crucial dans l'organisation des convois. Il s'agit souvent d'un subsaharien installé depuis un certain temps en Tunisie, qui a donc des contacts locaux et peut servir d'entremetteur entre les deux mondes. Ce sont par ailleurs les Tunisiens qui gèrent la production du tobà, le "logement" des passagers et le lancement des convois. Ils sont aussi souvent en contact avec les pêcheurs, qui peuvent servir de sentinelles ou d'indicateurs de la voie à suivre et la Garde nationale, dont la corruption est toujours possible moyennant une bonne rémunération.

Sur le terrain, la réalité semble indiquer la complicité de la communauté locale dans ce business de l'immigration clandestine. Chacun participe avec un rôle plus ou moins important à la production des conditions de passage. Ce que confirment Adama et ses amis: "Tous les habitants sont impliqués d'une manière ou d'une autre car c'est leur seule rentrée financière". Cela va de la vente de nourriture à la fabrication de barques en métal soudées à la hâte et relativement peu coûteuses. Une complicité contre les rafles policières s'est même développée. "Les enfants tunisiens jouent les sentinelles." Ce business n'est donc pas géré par une grande criminalité mais plutôt par des petits réseaux locaux. Ainsi se développe une relation étrange, mêlée d'impulsions diverses, entre les autochtones et leurs "hôtes", qui

sont à la fois une source importante de revenus, l'objet de racisme ou de solidarité, parfois sincère, mais le plus souvent intéressée.

Dans la région de Jebeniana, si la coexistence entre Tunisiens et subsahariens apparaît plutôt pacifiée, à l'inverse les relations avec les forces de sécurité sont extrêmement problématiques. En plus du harcèlement, des vols et des destructions dans les campements, une réelle chasse aux personnes noires est en cours. Déployée dans tout le secteur, la police, en uniforme ou en civil, procède continuellement à des arrestations arbitraires sur le simple fait de la couleur de peau. Les personnes arrêtées sont conduites vers des bus affectés à l'opération de déportation dans le désert, à la frontière algérienne ou libyenne. Affairé à la préparation du couscous, où semoule et pulpe de tomates sont les seuls ingrédients, Ahmed (prénom d'emprunt), Ivoirien de 18 ans rattaché au convoi d'Adama, raconte le sort d'un ami *"attrapé alors qu'il était parti chercher du bois pour cuisiner. Le fagot sur la tête, il n'avait pas entendu les policiers s'approcher"*... Toutes et tous l'ont été ou connaissent un ami qui a été déporté. Laissés sans eau ni nourriture dans le désert, ils subissent également des passages à tabac: coups de barre de fer, machette, coups de pied sont documentés.

Inna et Pierre (prénoms d'emprunt), jeune couple camerounais, ont déjà été déportés trois fois. Le 2 juin 2023, alors qu'ils récoltaient des olives à Sousse pour le compte d'un patron, ils ont été arrêtés par la police car sans papiers. Emmenés à Sfax, ils ont été regroupés avec une vingtaine d'autres subsahariens. Durant la nuit, ils ont été emmenés à la frontière libyenne où ils ont été tabassés et abandonnés sans eau ni nourriture. Pierre a été frappé avec une barre

Laissés sans eau ni nourriture dans le désert, ils subissent également des passages à tabac.

de fer à la tête, aux bras et à la jambe. Ils y sont restés environ deux semaines, rejoints par plusieurs centaines d'autres subsahariens ayant subi le même sort. Avant de revenir par leurs propres moyens au bout de plusieurs jours de marche et de crapahutage. Depuis cet événement, ils ont été déportés deux autres fois mais lors du troisième départ, Inna, *"à bout de forces et ne voulant plus revivre ce calvaire"*, a préféré prendre le risque de sauter du bus. Les personnes interceptées en mer par les garde-côtes écotent de la même sentence. Il n'est pas rare de voir devant le poste de police de Jebeniana le bus affrété à la déportation se remplissant de personnes à la peau noire, en attente d'un départ forcé. ✘

PÔLE INVESTIGATION

Le Pôle Investigation produit des enquêtes exclusives réalisées par un collectif de journalistes du groupe IPM (*La Libre, La DH, L'Avenir, Paris Match, Moustique, LN24*).

Pour partager toute info, vous pouvez aussi prendre contact avec nous à l'adresse sécurisée: investigation@ipmgroup.be



Au milieu des oliviers ou le long de la côte, les tobàs (bateaux en fer) interceptés font partie du décor.

→ Lignes rouges

L'UE paie à la Tunisie 105 millions pour contenir la migration avant nos frontières. Le prix de notre aveuglement, dénoncent les ONG. - Texte: Frédéric Loire -

Avec la Libye, la Tunisie est le principal point de départ pour les subsahariens souhaitant gagner l'Europe via l'Italie. Pour contribuer à réduire les flux en provenance de ce hub migratoire, l'UE met la main au portefeuille. Cet appui budgétaire s'inscrit dans le cadre du "Mémorandum d'entente sur un partenariat stratégique et global". Il s'agit, selon un porte-parole de la Commission, de fournir "des outils complets pour aider la Tunisie à relever un certain nombre de défis actuels, notamment la stabilité macroéconomique et la migration". Le partenariat recouvre différents secteurs d'intérêt commun et s'organise autour de cinq piliers dont un consacré à la migration. Le budget alloué à celui-ci s'élève à 105 millions d'euros. En échange de cette enveloppe, Tunis est en principe

tenu de coopérer avec le Haut-commissariat aux réfugiés des Nations unies (UNHCR) et l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), à la fois pour protéger les exilés et activer leur retour volontaire vers leur pays d'origine. L'UE dit contribuer également au renforcement des capacités de la marine et des garde-côtes tunisiens au profit des opérations de sauvetage en mer.

Sauf qu'avec d'autres défenseurs des droits humains, Human Rights Watch (HRW) dénonce un accord qui matérialise "l'obsession de l'UE à sceller ses frontières plutôt qu'à sauver des vies". L'organisation accuse la Tunisie de se livrer à de nombreuses exactions à l'égard des migrants subsahariens, le tout sur fond de haine raciale. Notre enquête de ter-

rain documente d'ailleurs largement cette réalité que l'UE "doit cesser d'ignorer", martèle HRW.

Confrontée à ces faits, l'ambassade tunisienne à Bruxelles répond en substance que son pays traite la question de la migration irrégulière en proportion de ses moyens, mais dans le respect des droits humains et de ses obligations internationales. Concernant la situation des subsahariens, la Tunisie se dit ciblée par une "campagne de désinformation malveillante", affirme prévenir les actes de maltraitance à l'encontre des migrants et poursuivre leurs auteurs. Rappelons pour conclure que des journaux aussi sérieux que *Le Monde* et *Le Figaro* ont depuis cet été dénoncé des faits comparables à ceux évoqués par *Moustique*.



Le Premier ministre néerlandais, la présidente de la CE, le président tunisien et la Première ministre italienne discutent des migrations irrégulières.